



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

Forum parlementaire à la cinquième Conférence ONU sur les pays les moins avancés (PMA)

مجلس الشورى
The Shura Council
دولة قطر • State of Qatar



Doha (Qatar), 4 mars 2023

Thematic Roundtables Hall, QNCC (Palais national
des congrès du Qatar)

10 h 00-10 h 30

Séance d'ouverture

M. Duarte Pacheco, Président de l'Union interparlementaire

S.E. Hassan bin Abdullah Al-Ghanim, Président du Conseil de la Choura du Qatar

Mme Rabab Fatima, Haute-Représentante de l'ONU pour les pays les moins avancés

M. Csaba Kőrösi, Président de la 77^e session de l'Assemblée générale

10 h 30-12 h 30

**Les PMA dans leur contexte : problèmes non résolus, possibilités
inexploitées**

Sur la base du Programme d'action de Doha (DPoA) adopté lors de la première partie de la conférence LDC5 (mars 2022), et en mettant l'accent sur les engagements visant à renforcer les capacités productives, à accroître la productivité, à soutenir une croissance inclusive et à réduire les vulnérabilités économiques et environnementales, cette séance présentera de façon succincte les problèmes économiques structurels auxquels les PMA continuent de se heurter ainsi que les possibilités susceptibles de s'offrir à eux afin de libérer leur propre potentiel de développement. Le débat s'appuiera sur le message prononcé par l'Union interparlementaire dans le cadre de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (LDC 5), qui sera adopté à la 143^e Assemblée de l'UIP, à Madrid (novembre 2021), et se penchera sur la manière dont les parlementaires peuvent contribuer à la mise en œuvre du vaste programme de justice économique et sociale du DPoA.

Axes de réflexion

- Le système économique mondial est-il suffisamment favorable aux PMA ?
- Comment les PMA peuvent-ils diversifier leurs économies et améliorer la productivité ?
- Comment les PMA peuvent-ils accroître les investissements dans les infrastructures, la santé, l'éducation et les autres services publics ?
- Comment les PMA peuvent-ils contrer la menace grandissante du changement climatique ?

Modérateur

M. Alessandro Motter, Conseiller principal pour les affaires économiques et sociales, UIP

Présentateurs

- **M. Saber Chowdhury**, Président honoraire de l'UIP, parlementaire du Bangladesh
- **M. Taffere Tesfachew**, membre du Comité des politiques de développement des Nations unies, Directeur général par intérim, Banque de technologie des Nations Unies pour les PMA
- **M. Arjun Kumar Karki**, Coordonnateur mondial, LDC Watch (confirmé)

12 h 30-13 h 00 Représentation des femmes et des jeunes dans les parlements : état des lieux actuel

Le DPoA comprend des objectifs spécifiques sur l'inclusion des femmes et des jeunes à tous les niveaux de prise de décision dans la vie politique, économique et publique. Ces mêmes objectifs sont depuis longtemps au cœur de la mission démocratique de l'UIP.

S'appuyant sur les rapports de l'UIP, ce bref débat relatera l'évolution de la représentation des femmes et des jeunes dans les parlements des PMA au cours de la dernière décennie.

Modérateur

M. Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP

Présentatrice

- **Mme Clara Affun-Adegbulu**, consultante de l'UIP, auteure de rapports de l'UIP sur la représentation des femmes et des jeunes dans les parlements des PMA (confirmé)

13 h 00-14 h 30 Déjeuner offert par le Conseil de la Choura du Qatar

14 h 30-15 h 45 Les PMA et l'aide : vers une coopération plus efficace au service du développement

La plupart des PMA demeurent largement tributaires de l'aide extérieure pour leurs budgets social et d'infrastructure. Pour les PMA, il est particulièrement difficile d'échapper à la traditionnelle relation "donateur-bénéficiaire" et d'inscrire l'aide dans un cadre plus large pour une *coopération efficace au service du développement*. Alors que les résultats de l'aide laissent à désirer dans les PMA, les engagements des pays développés en faveur d'une aide renforcée et de qualité restent vains. Le contrôle de l'aide par les parlements et leur engagement dans les processus nationaux et internationaux de coopération en faveur du développement restent faibles. Cette séance examinera ces thématiques ainsi que d'autres se rapportant au financement du développement à travers le prisme parlementaire et dans le contexte de l'étude de cas sur le Rwanda récemment réalisée par l'UIP.

Axes de réflexion

- Comment améliorer l'efficacité de l'aide et de la coopération en faveur du développement des PMA ?
- L'aide peut-elle être utilisée comme levier pour mobiliser d'autres sources de financement du développement dans les PMA ?
- Quelles sont les contraintes nationales et internationales qui freinent la mobilisation des ressources nationales dans les PMA ?
- Comment le contrôle parlementaire de la coopération en faveur du développement peut-il être renforcé à la fois dans les pays développés et les pays en développement ?

Modérateur

M. Alessandro Motter, Conseiller principal pour les affaires économiques et sociales, UIP

Présentateurs

- **M. Nell Bufete Kashumba Mutti**, Président de l'Assemblée nationale de Zambie
- **M. Vitalice Meja**, Directeur exécutif de Reality of Aid Africa, et Coprésident du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (confirmé)
- **M. Alexander O'Riordan**, consultant de l'UIP, auteur de Contrôle parlementaire de la coopération pour le développement : Étude de cas du Parlement du Rwanda (confirmé)

15 h 50-17 h 20

Les PMA et la gouvernance : le défi des réformes institutionnelles

Une meilleure gouvernance est une condition préalable indispensable au développement partout dans le monde, y compris dans les PMA. La gouvernance exige avant tout que l'ensemble des processus décisionnels, aussi bien nationaux qu'internationaux, soient totalement transparents et responsables, qu'ils représentent tous les électeurs et les classes sociales et soient dotés de moyens suffisants pour agir au service des citoyens. Les parlements sont des institutions essentielles de la gouvernance avec une grande autorité en matière de contrôle et de représentation. Néanmoins, de nombreux parlements des PMA ne disposent pas de capacités suffisantes pour exercer leurs fonctions constitutionnelles et ont tendance à exclure des groupes importants comme les femmes et les jeunes, ainsi que les personnes marginalisées. Cette séance examinera les réformes de la gouvernance les plus décisives pour les PMA, à commencer par l'institution parlementaire.

Axes de réflexion

- Quelles sont les principales difficultés auxquelles se heurtent les PMA, y compris dans le cadre des institutions internationales ?
- Quels sont les principaux obstacles aux réformes de la gouvernance dans les PMA ?
- Comment les parlements des PMA peuvent-ils davantage représenter les femmes, les jeunes et les autres groupes, tout en renforçant leur rôle de contrôle ?
- Quel rôle jouent les acteurs tels que les partis politiques, les médias et la société civile dans les réformes de la gouvernance dans les PMA ?

Modérateur

M. Saber Chowdhury, Président honoraire de l'UIP, parlementaire du Bangladesh

Présentateurs

- **Mme Maria Angelina Sarmiento**, Vice-Présidente du Parlement du Timor Leste (invitée)
- **Mme Ms. Sara Žibrat**, Membre du Parlement, Assemblée nationale de la Slovénie
- **Mme Sara Margrethe Sekkenes-Tollefsen**, Coordinatrice résidente des Nations Unies, RDP Lao

17 h 20-17 h 30

Séance de clôture : principaux points à retenir

M. Courtenay Rattray, Chef de cabinet du Secrétaire général des Nations Unies

M. Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP